

E 2001(E)1969/121/229
[DoDiS-9435]

*Le Ministre de Suisse à Londres, H. de Torrenté,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

CONFÉRENCE DE GENÈVE

R

Londres, 25 mars 1954

C'est à nouveau sur Genève qu'a porté mon entretien de ce jour avec Mr. Denis Allen, Sous-Secrétaire d'Etat adjoint au Foreign Office, qui accompagnera Mr. Eden à la Conférence asiatique¹. J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après les informations que j'ai recueillies à cette occasion.

1. *La Conférence asiatique de Genève a lieu du 26 avril au 21 juillet 1954. Sur le déroulement de la Conférence, cf. les entretiens à Berne de M. Petitpierre avec les différents représentants des pays participants. Avec J. Luns, Ministre hollandais des Affaires étrangères le 12 mai 1954, E 2800(-)1967/59/20 (DoDiS-9521); avec W. Molotov, Ministre russe des Affaires étrangères le 28 mai 1954, N° 104 dans le présent volume; avec W. Smith, Sous-Secrétaire*



1. Organisation de la Conférence.

a) Vu la difficulté de régler par correspondance les questions d'organisation et d'administration, le Foreign Office a jugé préférable que les pays intéressés envoient sur place des représentants qui doivent s'entendre entre eux et avec les autorités fédérales et genevoises. Londres a donc délégué à Genève un expert, le lieutenant-colonel A. H. Virgin, «Assistant of the Conference and Supply Department» au Foreign Office, qui a déjà collaboré à l'organisation de la conférence de Berlin².

Le Foreign Office a suggéré aux Américains d'envoyer également un agent à Genève. Washington a accepté cette suggestion, ainsi qu'une proposition d'inviter les Russes à faire de même. Une demande identique a été adressée à Paris.

b) Dans un échange de notes entre l'ambassadeur Bohlen et Kuznetsov, Moscou a accepté que la conférence ait lieu au Palais des Nations et que l'on use de l'équipement technique existant. En ce qui concerne le recours au personnel qualifié du Palais, les Russes ont simplement ignoré la question qui leur était posée. Selon A., il est néanmoins évident qu'ils ne veulent pas utiliser ce personnel. Ce refus peut être inspiré par les Chinois, ainsi qu'on l'a suggéré, mais il vient également des Russes qui, en principe, ne veulent pas de secrétariat commun. A. me rappelle en effet qu'à Berlin, deux secrétariats ont fonctionné parallèlement, les Russes ayant amené leurs propres agents. A Genève, il faudra donc envisager également deux secrétariats: l'un pour les pays non communistes, c'est-à-dire pour tous ceux qui acceptent un secrétariat commun, l'autre organisé par les Soviétiques. A Berlin, ces derniers ont pratiquement utilisé, après contrôle, les traductions rédigées par le secrétariat des Occidentaux. Mais, théoriquement, les travaux auraient dû être faits à double.

En bref, l'accord n'existe aujourd'hui entre les puissances invitantes que sur le choix du Palais et sur la «simultaneous interpretation», c'est-à-dire la traduction libre en trois langues qui suit immédiatement chaque discours.

c) Au cours d'une réunion qui a eu lieu à Washington le 22 mars, les représentants des trois puissances occidentales ont discuté des questions d'administration et de procédure. Une nouvelle réunion groupe aujourd'hui les représentants des seize puissances intéressées à la Corée.

2. Les Participants.

Un seul pays, l'Afrique du Sud, a décliné l'invitation qui lui avait été adressée. Le Luxembourg et l'Ethiopie n'ont pas encore répondu.

3. Attitude de la Corée du Sud.

a) Selon A., le Président Rhee n'a pas encore décidé de prendre part à la Conférence. A défaut d'une solution pacifique, il s'obstine à envisager l'uni-

d'Etat américain le 18 juin 1954, ibid. (DoDis-9530); avec le Prince Wan, Ministre thaïlandais des Affaires étrangères le 24 juin 1954, ibid. (DoDis-9531); avec J. Chauvel, Ambassadeur de France à Berne, le 1^{er} juillet 1954, ibid. (DoDis-8616).

2. La Conférence de Berlin à lieu du 25 janvier au 18 février 1954.

fication du pays par la force et argumente encore avec les Etats-Unis, exigeant que ceux-ci s'engagent à l'aider à unifier la Corée par les armes ou dotent la République de Corée d'une armée qui pourrait se passer d'aide «if peaceful efforts fail». Ce n'est, affirme Rhee, que si l'une de ces conditions est remplie que la Corée du Sud sera présentée à Genève. Cette conclusion ne serait pas aussi certaine et définitive qu'il y paraît; A. reste convaincu que le Président participera à la conférence.

b) Les Américains font preuve en l'occurrence d'une grande prudence et évitent de contracter de nouveaux engagements envers la Corée du Sud. Rhee affirme qu'il a reçu l'assurance du State Department «that the U. S. will walk out with South Korea after 90 days if the Communists appear to be using it solely as a propaganda sounding board». Cette promesse, que les Etats-Unis avaient faite en vue de la Conférence politique de Panmunjom, a en effet été renouvelée à propos de celle de Genève. Mais les Américains n'y attachent guère d'importance, car ils se réservent de décider eux-mêmes de l'opportunité de quitter la conférence.

c) D'autre part, Washington n'admet pas à l'encontre de Rhee que la conférence soit «of two sides rather than a round table conference». Il estime comme le Foreign Office que Genève doit être une «round table conference».

d) Rhee redoute surtout les conversations de couloir où la question coréenne, mêlée à d'autres problèmes qui lui sont étrangers, servirait de monnaie d'échange en vue de la conclusion d'un «general bargain»; ou que Washington fasse subrepticement des concessions aux frais de la Corée en échange de certaines assurances concernant l'Indochine par exemple.

e) En bref, les Coréens du Sud sont persuadés que la conférence de Genève ne leur vaudra aucun avantage. A les entendre, l'unification pacifique de la péninsule est irréalisable; ils cherchent donc à obtenir dès maintenant des Américains de nouvelles garanties. Ceux-ci se bornent à répondre qu'ils se refuseront à Genève à tout marchandage. Mais A., rendu prudent par le précédent de Berlin, préfère réserver son jugement sur ce point³.

4. *L'Indochine.*

a) Il est très difficile de se représenter comment le conflit indochinois pourrait, à Genève, être résolu d'une manière favorable pour la France⁴. Selon le Foreign Office, ce problème ne peut être avantageusement réglé que par une victoire militaire des Français. Il y a quelques semaines, lorsque le Général Navarre exposa ses plans, l'on nourrissait encore quelque espoir à ce sujet. Aujourd'hui, Paris semble lui-même admettre qu'un succès spécifiquement militaire n'est guère possible.

b) Mon interlocuteur envisage donc deux possibilités:

1) négocier uniquement avec la Chine et chercher à obtenir qu'elle cesse d'aider le Viet Minh en payant son abstention d'un siège à l'ONU, par exemple.

3. *Sur les résultats de la Conférence, cf. la lettre de A. Lindt à P. Micheli du 7 décembre 1954, E 2001(E)1969/121/229 (DoDiS-9534).*

4. *Cf. l'entretien entre M. Petitpierre et J. Chauvel du 23 juillet 1954, E 2800(-)1967/59/20 (DoDiS-9533).*

Les Chinois chercheront sans doute à minimiser leur participation à la guerre en la comparant à l'intervention massive, financière et technique, de l'Amérique.

2) Si cette voie se révélait impraticable, à cause de l'opinion publique américaine et du refus des Etats-Unis de faire à la Chine une quelconque concession, la France devra négocier avec Ho Chi Minh. Dans ce cas, elle sera sans doute confrontée avec la nécessité d'abandonner au Viet Minh une grande partie de l'Indochine.

En résumé, toute négociation comportera d'importantes concessions à la Chine ou au Viet Minh, ou à tous les deux.

La Grande-Bretagne souhaite tout naturellement que l'on s'en tire avec un minimum de sacrifices. Mais si des sacrifices sont inévitables, elle préférerait la première éventualité, c'est-à-dire que l'on négociât avec la Chine. Londres ne saurait en effet perdre de vue ses propres intérêts en Malaisie.

c) Les Trois Grands échangeront leurs vues sur ces problèmes avant la conférence, dès que Paris ne sera plus absorbé par ses négociations avec le Viet Nam.

Des décisions qui interviendront sur la tactique à suivre dépendront les invitations à prendre part aux discussions de Genève sur l'Indochine.

Si l'on recherche un accord avec Pékin, il ne serait en sommes pas indispensable d'inviter tous les pays intéressés, bien qu'il soit difficile d'ignorer le désir des «pays associés» de prendre part à la Conférence.

Mais comment invitera-t-on Ho Chi Minh et Bao Dai? Cette question devra également faire l'objet d'un examen attentif.

d) Il n'y a guère de chances que les Etats-Unis acceptent de reconnaître la Chine communiste. Dans l'esprit des Américains, la reconnaissance du gouvernement de Pékin est liée sur le plan sentimental à l'affaire de Corée; elle ne peut donc être envisagée que si cette dernière est effectivement réglée. Au surplus, l'Amérique ne peut guère renier ses engagements à l'égard du Président Rhee.

Resterait encore, comme monnaie d'échange, la question de Formose. Les Américains pourraient dire: «Nous refusons d'abandonner Formose à la Chine communiste; en revanche, nous sommes prêts à garantir que l'île ne servira pas de base d'attaque contre le «main land».»

«Tout cela serait fort bien», conclut A., «mais les Communistes refuseront de se fier aux assurances américaines tout comme ils refusent de croire au caractère exclusivement défensif du NATO.»

Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne serait heureuse de voir les USA reconnaître la Chine de Pékin, surtout si cette reconnaissance devait avoir pour contrepartie des avantages réels.

e) Si Nehru n'a pas exprimé le désir de venir à Genève, il n'en porte pas moins un intérêt aux préliminaires de la conférence. Selon mon interlocuteur, il y aurait en outre quelque chose de troublant dans le «timing» de ses attaques contre la France et le Portugal à propos de leurs comptoirs indiens. Peut-être Nehru se dit-il que, si la France est contrainte à abandonner l'Indochine, elle pourrait tout aussi bien se retirer de l'Inde.

5. Relations anglo-chinoises.

Mr. H. Trevelyan, Chargé d'Affaires britanniques en Chine communiste, participera à la conférence de Genève. Le Foreign Office compte que sa présence à ces négociations renforcera sa situation à l'égard des membres du gouvernement de Pékin qui l'ont traité jusqu'à présent avec la même désinvolture que son prédécesseur Sir Lionel Lamb.